

Journal du Lot 10^c

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)	50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3 ^e page	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

La question russe : un mouvement à seconder. — La Conférence travaille : les Boches sont mécontents, c'est donc que cela va bien. — Comment les Allemands meurent de faim. — Quelques aménités du capitaine Sadoul pour le Tigre !

La question russe reste obscure. Les informations qui nous viennent de là-bas sont constamment contradictoires. On ne sait rien d'absolument positif sinon que l'ancien empire des Tsars s'effondre lamentablement sous l'ignoble régime de Lénine. Pourtant, la Russie ne peut pas mourir. Inévitablement la révolte viendra qui libérera la nation d'une tyrannie sans exemple dans l'histoire.

Déjà un réveil se produit par une entente de tous les gouvernements russes qui ont résisté à l'emprise bolcheviste. Et, pour la première fois, ces gouvernements ont tracé un programme d'action pour libérer leur pays. Ce programme a deux idées directrices :

1^o Les gouvernements en question sont d'accord pour reconnaître qu'il convient d'accepter provisoirement les décisions prises par les provinces séparatistes. Après l'écrasement du bolchevisme, seulement, on pourra poser la question d'une reconstitution de l'ancienne Russie.

2^o Cette reconstitution serait l'œuvre d'une Constituante librement élue ; elle s'effectuerait dans le cadre d'une fédération.

Ainsi, les divers gouvernements de la périphérie russe, qui ont échappé à l'influence de Lénine, ont la sagesse de comprendre qu'il fallait se préoccuper, pour l'instant, d'une seule question : abattre le bolchevisme. Ils cessent donc leurs récriminations contre les provinces qui s'orientent vers une complète indépendance et ils déclament une lutte commune contre le fléau dévastateur. Ce but atteint, on s'entendra sur le principe d'une fédération qui pourra permettre à la Russie de reconstituer sa puissance d'antan.

Ce plan peut paraître simple et naturel. Il constitue, au contraire, une décision insperpée puisque ceux qui l'ont préconisé sont des hommes d'ancien régime, tous partisans d'une plus grande Russie. Assagés par les durs événements de ces dernières années, ces hommes ont compris que le salut résidait dans une entente loyale qui respecterait le droit des peuples allogènes à décider de leur sort.

Dans une note explicative qu'ils viennent d'adresser à la Conférence. Les hommes qui préchent l'action s'expriment ainsi :

« On doit saluer la formation de ces gouvernements nationaux et seconder leurs efforts pour assurer sur leur territoire un ordre stable. Il y a plus : ces gouvernements peuvent être utilisés dans l'intérêt de la lutte contre le principal ennemi de la civilisation, le bolchevisme anarchique. Pour leur propre conservation, ces gouvernements nationaux peuvent s'entendre avec les Alliés, et même les gouvernements locaux de la Russie... »

« Le moment d'établir les rapports définitifs avec tous ces gouvernements viendra après l'écrasement ou la transformation du bolchevisme, après la création d'un gouvernement reconnu par toute la nation ou légalement choisi, qui aura droit de parler au nom de la Russie. »

En conclusion, les représentants des gouvernements non bolchevistes demandent à la Conférence de ne résoudre aucune des questions « concernant les territoires de l'empire russe dans les limites de 1914. Pologne exceptée, de même que les questions relatives au statut futur des nationalités incluses dans ces limites, en dehors et sans le consentement du peuple russe. »

De cette manifestation il convient de retenir ce fait : une union se crée entre tous les gouvernements qui entourent le centre de la Russie ; tous ces gouvernements se mettent d'accord sur un programme unique : Ecraser le bolchevisme, qui ruine le pays.

L'Entente a le devoir de seconder de tout son pouvoir ce mouvement naissant, car le bolchevisme, comme

le prussianisme, est un danger pour la civilisation.

Le Président Wilson a repris sa place à la Conférence. Les gens bien informés prétendent qu'on attendait simplement son retour pour arrêter définitivement les deux questions capitales qui sont à la base de la paix à imposer à nos ennemis : désarmement de l'Allemagne et tracé des nouvelles frontières. Nous approchons donc du but.

Les Germains avaient placé leur espoir dans le Président américain qu'ils s'efforcent d'encercler dans ses fameux principes. Les *Hamburger Nachrichten* écrivaient il y a quelques jours :

« Les Etats-Unis d'Amérique, bien qu'ils soient entrés en guerre contre nous, sont précisément les seuls de nos ennemis qui ne soient pas enflammés de haine contre nous, comme le sont tous les autres membres de l'Entente. Ils ont au nouveau règlement des rapports de puissance en Europe un intérêt bien moindre que l'Angleterre, la France ou l'Italie : ils n'ont pas non plus leur brutale volonté de nous anéantir, bien qu'ils n'aient même pas fait un signe pour détourner de nous ou tout au moins adoucir les terribles conditions d'armistice qui nous ont été imposées. Nous pouvons donc espérer que nos négociateurs trouveront peut-être dans les délégués américains un soutien qu'il importe d'exploiter vigoureusement. Nous pouvons payer l'aide américaine au prix que l'on nous demandera, car jamais ce prix ne mettra en danger notre existence en tant que peuple ou nation. »

Mais le temps a marché et M. Wilson a compris qu'il était nécessaire, pour la sécurité du monde, d'imposer aux Barbares des conditions très dures. L'Allemagne est contente :

« Il faudrait, déclare la *Frankfurter Zeitung*, il faudrait désespérer de la création d'une Ligue des Nations viable, s'il y avait à craindre que Wilson laisse l'esprit foncièrement réactionnaire des gouvernements actuels de la République française se marquer aussi avant dans la constitution définitive de la Ligue. »

Les Boches sont mécontents, c'est donc que les choses vont très bien pour les Alliés.

Nous devons nous en réjouir et espérer que les conditions auxquelles on met la dernière main donneront satisfaction à l'humanité tout entière en garantissant une paix indéfinie.

Les Boches déclament à tout propos qu'ils meurent de faim, que la situation du pays est souffrablement critique et que les souffrances du peuple sont inimaginables.

Or, M. Henry Bordeaux, un témoin sérieux, publié dans la *Revue Hebdomadaire* un article « Ce qu'on entend sur le Rhin », dont nous extrayons les lignes suivantes :

« Dès qu'on approche de la grande plaine du Rhin, on trouve une terre merveilleusement cultivée. Pas un arpent n'est demeuré en friche... »

« Les villes ne semblent pas avoir été davantage éprouvées. A Mayence, à Ludwigshafen, spécialement, la vie extérieure est mouvementée et bruyante. Les tramways innombrables sont bondés, les magasins brillants, les cafés, les cinémas, les théâtres remplis... »

« Les maisons particulières sont surchauffées par le calorifère au point qu'il faut parfois dormir la fenêtre ouverte... Les énormes suspensions de cuivre, les objets de cuivre, les bibelots de cuivre semblent s'afficher : nous a-t-on assez répété cependant que l'Allemagne manquait de cuivre ? »

« Les pâtisseries vendent des gâteaux. On peut manger des gâteaux au café, en buvant de la bière, qui est abondante et excellente. A l'hôtel de Hollande, qui est le meilleur hôtel de Mayence, un déjeuner composé de hors-d'œuvre, deux plats et confiture, coûte 3 marks, sans le vin. Le vin du Rhin est cher : on en fait une spéculation. On trouve du café (cher), du sucre, du lait (rare). Mais si le lait est rare, ce n'est que depuis l'occupation : auparavant il était chaque jour amené de Bavière par le Rhin. Le tabac, cigares, cigaretttes, sont en abondance ; de même les allumettes. Le quintal de pommes de terre coûte 15 à 20 marks ; un œuf

(rare) 0 fr. 25 ; une tête de chou 2 fr. 3 pennings à Neustadt. Le prix de la vie est certainement inférieur à ce qu'il est en France... »

Français, comparez cette situation à celle, lamentable, de nos provinces ravagées par l'ennemi et dites quelle serait l'excuse des vainqueurs s'ils ne faisaient pas rendre gorge jusqu'au dernier centime aux bandits d'Outre-Rhin ?

On a fait à Albert Thomas un grief justifié d'avoir chargé le capitaine Sadoul d'une mission en Russie, puisque ce militaire paraît avoir défendu uniquement, là-bas, les idées du parti révolutionnaire au lieu de servir la France. Un ministre peut se tromper et Albert Thomas aurait pu arguer de sa bonne foi s'il n'avait, tout récemment encore, pris la défense de son collaborateur en se portant garant de sa loyauté. Il y a quelques jours, dans une conférence, Albert Thomas disait textuellement :

« ...L'influence acquise par l'officier socialiste ne fut employée qu'en faveur des intérêts français... Il reste qu'un grand nombre de Français surpris par la révolution ont dû la vie à l'intervention de Sadoul. »

Or, comment Sadoul a-t-il défendu les intérêts de son pays ? C'est ce que nous apprend un article publié par cet officier dans la revue russe *La 3^e Internationale*.

Au cours d'une diatribe violente, Sadoul fait le procès de Clemenceau — « ce vieillard perfide, cruel et maladeusement brutal... » — qu'il représente comme un homme néfaste.

Deux colonnes durant, Sadoul s'acharne contre le grand Français qui a assuré la victoire du Droit. Il le représente comme l'unique défenseur du « programme de la réaction »... « Mensonges, traîtrises, félonies... »...rien n'arrête le « vieux bandit » — le *vieux bandit*, c'est Clemenceau !!! — dans l'œuvre ignoble qu'il s'est assignée. Pour atteindre son but il mène la France à la « matraque ». Ici le tableau doit être cité sans en omettre une virgule :

« La France est une vaste prison isolée du monde. Les frontières sont gardées féroceusement, aucune nouvelle ne pénètre, aucune nouvelle ne sort, la presse est bannie ou asservie. Qu'un citoyen de notre douce république ose critiquer le gouvernement, on l'emprisonne ; qu'un soldat essaie un geste de lassitude, on le fusille. A la tête de sa police secrète, Clemenceau entretient d'anciens policiers du tsar, tels que Mann et Jitomirsky, spécialistes « avérés de la provocation et de la torture. Cette honte ne suffit pas : contre les prolétaires libres, le Tigre fait appel aux fameux « briseurs de grèves » américains. Nous connaissons de réputation ces misérables payés par les industriels milliardaires pour enrôler des escarpes, des malfaiteurs, les armer pour intervenir dans les conflits entre ouvriers et patrons afin de contraindre les travailleurs à rentrer à l'usine à coups de poing et derowning. Wilson, défenseur du capital américain, a prêté à Clemenceau, le soutien — quelle délicatesse dans l'expression ! — du capital français, ses précieux mercenaires. Ils sont maintenant chez nous, prêts à massacrer nos camarades ouvriers. »

Longtemps le triste individu, patronné par Thomas, continue sur ce ton qu'aucun mot ne permet de qualifier ! Il en arrive enfin à conclure que le Tigre veut continuer la guerre : « Clemenceau ne sachant comment employer nos soldats en France, injurie et provoque le gouvernement Allemand dans l'espoir que l'armistice sera rompu et que la guerre reprendra. »

Mais Sadoul prédit l'avenir : les soldats Français se révolteront, « ce jour-là nous aurons la peau du Tigre et l'imagine que nous n'attendrons pas longtemps. »

Il est des socialistes français qui veulent, aujourd'hui encore, qu'on parle avec les Bolcheviks, ces pauvres victimes ! Sadoul est tout désigné pour se mettre à la tête des délégués désignés par nos internationalistes. Qu'en pense son puissant protecteur M. Thomas ?

En tout cas, voilà l'homme de confiance d'un socialiste intelligent qui fut ministre. Qu'advient-il de notre pauvre pays si le ministère était composé de Thomas et si tous ces Thomas confiaient les missions délicates à des Sadoul ? Le pays se posera la question. Espérons qu'il y fera la bonne réponse...aux prochaines élections.

A. C.

Billet Parisien

(De notre Correspondant parisien) :

Après nous le déluge !

Si nous échappons au bolchevisme qui se fait tous les jours plus menaçant, ce ne sera certainement ni à nos politiciens ni à notre gouvernement que nous le devons.

Sous prétexte de libéralisme, nos ministres laissent aux artisans de désordre toute licence de préparer le prochain chambardement, le « grand soir » selon les uns, l'« aube rouge » suivant les autres. Chaque jour nous en apporte de nouvelles preuves et le mal que l'embaras du choix parmi les faits les plus récents.

Voyez ce qui vient de se passer à Clermont-Ferrand, où le conseil de guerre devait juger les 41 syndicalistes de la Loire qui avaient déchaîné un mouvement insurrectionnel en mai 1918, à l'heure même où l'offensive allemande contre nos positions de la Somme et de l'Aisne était la plus dangereuse. Sur ces 41 inculpés, deux seulement ont daigné se présenter, les autres n'ont pas répondu à l'assignation. Car le gouvernement avait eu l'inconcevable faiblesse de remettre en liberté provisoire les auteurs du complot révolutionnaire ourdi avec l'appui des bolcheviks et des Allemands. Le compagnon Pericat lui-même, dont le rapport Guillebaux, si opportunément publié par la *Démocratie Nouvelle*, prouve qu'il recevait de l'argent de Suisse pour se livrer à sa besogne infâme, est en liberté et il en profite pour faire de la propagande bolcheviste dans les meetings syndicalistes.

Pensez-vous que Lorient et ses complices vont se distraire de leur fructueux travail pour répondre à l'assignation d'un conseil de guerre ? Il faudrait les supposer plus naïfs qu'ils ne le sont en réalité. Ils savent bien qu'ils n'ont rien à redouter : il leur suffit de regarder autour d'eux pour constater la carence du pouvoir et pour se rendre compte de l'impunité assurée aux professionnels du désordre.

Un autre universitaire, de culture plus relevée que Lorient, un M. Emile Chauve- lon, qui fut directeur de l'organe pélagogique le plus répandu parmi les instituteurs, la *Revue de l'Enseignement primaire*, et qui est maintenant le leader de l'École de la Fédération, organe des syndicats d'instituteurs, y fait l'apologie de Lénine, de Trotsky et du régime bolcheviste. Hier encore, il écrivait dans sa revue : « Nos amis les bolcheviks, les socialistes d'Italie, de Suisse, des Etats-Unis, nos frères les Spartakistes, nous ont donné l'exemple... Nous sommes avec eux de cœur. Soyons aussi avec eux de fait. Laissons s'effondrer l'Internationale de Vandervelde. Soient-nous celle de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Lénine et de Trotsky. A l'œuvre ! »

Et cela est écrit dans un journal dont le rédacteur en chef est un instituteur des Bouches-du-Rhône. Et l'auteur de ces lignes est professeur au Lycée Voltaire, à Paris. Evidemment qu'il y a un Grand-Maitre de l'Université !

Comme le rappelle fort à propos Lysis dans la *Démocratie Nouvelle*, la formule des politiciens fut toujours : « Après nous le déluge ». Si nous voulons éviter que le déluge qui emportera les politiciens ne nous entraîne aussi, organisons-nous : créons, par l'union de tous les bons Français, la vraie démocratie, qui opposera une digue au flot bolcheviste.

Claude BARCY.

INFORMATIONS

L'Allemagne

Les déclarations de M. Pichon

Des très intéressantes déclarations faites par M. Pichon aux journalistes alliés, il convient de retenir les points suivants :

Le projet de la Ligue des Nations est indépendant des Préliminaires de paix. — Mais il faut noter que M. Wilson tient à ce que la création de la Ligue des Nations fasse partie intégrante du traité de paix. — Ces Préliminaires seront prêts sous peu. Ils ne signifient pas, du reste, la reprise des relations diplomatiques. Ils marquent seulement la fin de l'état de guerre que l'armistice au contrai-

re laissait suspendu, car on pouvait rompre l'armistice d'un jour à l'autre et recommencer la guerre.

M. Pichon espère que le traité de paix suivra très vite la signature des Préliminaires.

En ce qui concerne la Pologne, l'attitude des Alliés sera très nette, la Pologne sera aidée contre l'Allemagne si la chose devient nécessaire. Aucune décision n'a été prise encore pour Constantinople.

Au sujet de la Russie, la question fait l'objet d'une étude spéciale. Jamais les Alliés n'ont eu le projet de reconnaître le gouvernement des Soviets.

La flotte livrée

L'Allemagne ayant dû capituler à Bruxelles, comme nous l'avons annoncé en dernière heure, dès samedi soir, la flotte marchande ennemie sera remise sans délai aux Alliés. On évalue à plus de 3 millions de tonnes le tonnage qui va être ainsi mis à la disposition des Alliés. Ce sera d'un puissant secours pour le ravitaillement de tous les pays d'Europe.

La Prusse menacée !

On affirme d'Helsingfors que Lénine prépare une puissante armée pour envahir la Prusse dans quelques semaines.

Ils ne veulent pas payer !

On sait qu'il est sérieusement question à la Conférence d'annexer à la France le bassin minier de la Sarre, indispensable pour notre ravitaillement en charbon. Ce ravitaillement est aujourd'hui impossible par les mines du Nord qui ne pourront produire que dans plusieurs années, en raison de la destruction systématique des Boches.

Le projet met en folle colère les journaux pangermanistes. Ces feuillets reconnaissent pourtant que le mal doit être réparé, sans cependant que les mines de la Sarre soient enlevées à l'Allemagne.

Nos ennemis ont du mal à comprendre qu'ils devront payer, compenser, dédommager jusqu'au dernier centime.

Les crimes allemands

La commission compétente de la Conférence a établi une liste de 31 catégories de crimes imputables aux empires centraux et à leurs alliés.

La encore il faudra subir le châti-

La démobilisation française

Il y aurait à l'heure actuelle près de 2 millions de soldats démobilisés. On affirme même que le plan de la démobilisation concernant les classes 1907 et plus jeunes a été établi par M. Deschamps, mais ce plan était fonction des préliminaires de paix, il ne pourra être rendu public qu'après leur signature. On peut penser que ces préliminaires seront signés vers le 20 avril. La démobilisation des classes qui ne devront pas être maintenues suivra donc sans intervalle la démobilisation des deux catégories prévues avant-hier (auxiliaires blessés de guerre et mobilisés aysnt eu trois parents tués).

En admettant que les préliminaires de paix fixent à 800,000 le chiffre des hommes à garder sous les drapeaux, la démobilisation jouerait alors jusqu'à la classe 1912 vraisemblablement. Elle se fera d'ailleurs plus rapidement encore que maintenant.

L'inconscience boche

Erzberger vient de faire, à Berlin, devant un nombreux auditoire, une conférence en faveur de l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue des Nations.

Au cours de la soirée, Erzberger a déclaré :

« Que l'Allemagne ne devait être tenue qu'à une faible indemnité, sa responsabilité n'étant pas supérieure à celle des autres nations. L'inconscience boche est insupportable ! »

Les Allemands ont un mois pour livrer leurs navires

On mande de Berlin : « Les journaux disent que la livraison des navires de commerce allemands doit intervenir dans les trente jours. »

Les négociations de Posen se poursuivent

De Posen : La délégation allemande (civile et militaire) est revenue hier matin, et les pourparlers ont repris.

En Espagne

La situation reste tendue en Espagne. En Catalogne les grèves sont sérieuses.

Les autorités locales sont inquiètes et s'efforcent de prendre des mesures pour empêcher le mouvement de s'étendre ou de prendre une tournure violente.

Cottin a signé son pourvoi en cassation

Cottin, condamné à la peine de mort par le troisième conseil de guerre, a signé son pourvoi devant le conseil de révision siégeant au Cherche-Midi.

L'exécution d'une brute

Le général von Armin, qui commanda une armée dans les Flandres, lors de l'offensive allemande de mars 1918, et qui résidait en dernier lieu au château de Sophienreuth, près d'Asch (Bohême allemande), ayant tiré sur des paysans qui volaient son bois, une foule en furie a envahi le château qu'elle a pillé et a assommé à coups de bâton le comte Armin, qui était âgé de 76 ans.

La propagande bolcheviste

Suivant un dépêche d'Helsingfors, le gouvernement bolcheviste a dépensé, jusqu'au 1^{er} mars, 300 millions de roubles pour sa campagne dans les pays étrangers.

Les malheurs d'Eitel !

La *Gazette de Francfort* annonce que le prince Eitel-Friedrich aurait intenté un procès en divorce, alléguant des infidélités commises par sa femme dès avant la guerre. Le prince Eitel avait d'ailleurs déjà voulu divorcer, il y a plusieurs années ; seule, l'intervention personnelle de Guillaume II l'en avait empêché. La princesse est née d'Oldenbourg.

CHRONIQUE LOCALE

Les Impatients !

Le débat sur la politique financière du Gouvernement s'est terminé, comme on l'a vu, par le vote de l'ordre du jour pur et simple. Ce n'était pas ce qu'avaient espéré, désiré les nombreux interpellateurs qui auraient bien voulu un bon petit échec au Gouvernement.

M. Klotz a résisté et a eu raison des interpellateurs. « Donnez-nous des précisions sur ce que décidera la Société des Nations au sujet des indemnités que paiera l'Allemagne », demandait-il. M. Klotz répliqua : « Alors que la Commission fonctionne, que des représentants alliés sont en train de discuter, vous voulez que j'apporte la controverse à cette tribune ? »

Eh oui, ces messieurs veulent tout savoir avant même qu'une décision soit prise par la Conférence des Alliés. « Ayez confiance en moi », a conclu le ministre des finances.

C'est ainsi, en général, que concluent les ministres quand ils ont répondu aux interpellateurs. Mais cette fois, il est certain que cette conclusion était entièrement justifiée.

Que nos honorables aient été déçus par le refus du ministre de leur donner le nombre de milliards qui seront réclamés à l'Allemagne, ou de leur dire les conditions dans lesquelles sera versée l'indemnité, c'est indifférent au pays.

Le pays attend patiemment, que la Conférence des Alliés ait mis toutes les questions au point ; et cependant, c'est bien lui qui est intéressé le premier à être fixé sur la situation financière qui lui sera faite.

Mais l'absence de M. Wilson, l'attentat contre le grand Français Georges Clemenceau « n'ont pas permis à la Conférence de prendre des décisions importantes depuis plusieurs semaines », comme l'a déclaré M. Renard, président du Comité exécutif du parti radical.

Cela le pays le sait : les interpellateurs ne l'ignorèrent pas, mais l'occasion paraissait si bonne, si tentante de jeter la pelure d'orange sous les pieds de Clemenceau !

Nos politiciens sont impatients de connaître les décisions de la Société des Nations, mais croient-ils que le

